

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 11 (2025)

Faits saillants

- ❖ Vietnam : élévation des relations avec l'Indonésie et Singapour au rang de « partenariat stratégique global »
- ❖ Malaisie : croissance de la production industrielle de 2,3 % en janvier 2025 (g.a.)
- ❖ Philippines : le programme d'enchères d'énergie verte propose désormais une capacité totale de 10 478 MW

LE CHIFFRE À RETENIR

4,2 Md USD

Nouveau plan d'expansion
de l'aéroport de
Suvarnabhumi en Thaïlande

Région

Hausse des tarifs américains : quel impact pour les échanges commerciaux en Asie du Sud-Est ?

L'administration Trump a relevé de 20 % les droits de douane sur l'ensemble des importations chinoises et appliqué une taxe de 25 % sur l'acier et 10 % sur l'aluminium depuis le 12 mars. D'après Natixis, ces mesures pourraient affecter les chaînes d'approvisionnement en Asie du Sud-Est, tandis que certains pays comme le Vietnam, la Malaisie, la Thaïlande, Singapour et l'Inde pourraient bénéficier d'un redéploiement des capacités de production. Le Vietnam, déjà l'un des principaux bénéficiaires des tensions commerciales sino-américaines, demeure vulnérable aux droits de douane, tandis que l'Indonésie, peu exposée au marché américain, est relativement épargnée. L'Inde et la Thaïlande risquent d'être les plus affectées par d'éventuels droits de douane réciproques. Pour les secteurs spécifiques, la Corée du Sud et le Vietnam ont imposé des droits antidumping sur l'acier chinois en réponse aux mesures américaines. Hub stratégique des semi-conducteurs, la Malaisie est particulièrement exposée à d'éventuels droits de douane sur les puces électroniques. L'évolution des tensions commerciales et les contre-mesures mises en place par les économies concernées détermineront l'ampleur de l'impact sur la région.

US Imposed Tariffs			Tariffs on US			FTA	Difference in weighted-average tariffs between US on Asia & Asia on US	
	Simple Average	Weighted Average		Simple Average	Weighted Average			
IN	3.8	3.0	IN	13.9	9.5	No	-6.4	
TH	2.5	0.7	TH	9.8	6.2	No	-5.5	
JP	0.0	0.0	JP	3.9	3.9	No	-3.9	
PH	2.7	1.0	PH	5.7	4.3	No	-3.3	
CN	3.6	2.8	CN	7.1	6.0	No	-3.2	
AU	0.1	0.6	AU	2.8	2.3	Yes	-1.7	
MY	3.2	0.7	MY	5.8	2.1	No	-1.4	
TW	3.5	1.0	TW	4.9	1.7	No	-0.7	
ID	2.8	4.0	ID	8.6	4.5	No	-0.6	
SG	0.0	0.0	SG	0.1	0.0	Yes	0.0	
VN	3.8	3.9	VN	9.1	3.0	No	0.9	
KR	3.6	1.6	KR	0.0	0.0	Yes	1.6	
HK	4.0	3.4	HK	0.0	0.0	No	3.4	

Source: Natixis, UNCTAD TRAINS

N.B. Data is based on 2023 tariff data. Product classification is based on WTO's Multilateral Trade Negotiations (MTN). UNCTAD compute the applied tariff as the lowest tariff among Most-Favored Nation (MFN) and preferential tariff. Any tariff hikes by governments outside of MFN and preferential tariff will not be reflected. Countries that have FTA with the US are marked in purple.

Iron & Steel				Chips			
	USD Bn	As % of US Total Iron & Steel Import	As % of Individual Country's GDP		USD Bn	As % of US Total Chips Import	As % of Individual Country's GDP
CN	12.3	14.3	0.1	MY	13.5	21.5	3.4
SK	5.4	6.2	0.3	TW	8.5	13.5	1.1
TW	4.4	5.1	0.6	VN	7.0	11.1	1.6
IN	3.4	3.9	0.1	TH	6.3	10.0	1.2
JP	3.3	3.8	0.1	SK	3.9	6.2	0.2
VN	1.7	2.0	0.4	CN	2.6	4.1	0.0
TH	1.6	1.8	0.3	JP	2.1	3.4	0.1
MY	0.6	0.7	0.2	IN	2.0	3.2	0.1
AU	0.5	0.6	0.0	PH	1.6	2.6	0.4
ID	0.2	0.3	0.0	SG	1.1	1.7	0.2
PH	0.1	0.1	0.0	ID	0.3	0.4	0.0
SG	0.0	0.0	0.0	AU	0.0	0.0	0.0
Worst Impact South Korea, Japan and Australia steel sectors are most affected as they got exemptions while the rest of Asia have had 25% tariffs on steel since 2018 so this levels the playing field.				Worst Impact Malaysia is most affected among EM Asia countries not only it has the highest share of GDP of chips exports but relies heavily on FDI into the sector.			
Auto				Pharmaceutical			
	USD Bn	As % of US Total Auto Import	As % of Individual Country's GDP		USD Bn	As % of US Total Pharma Import	As % of Individual Country's GDP
JP	50.8	13.3	1.2	IN	11.0	6.2	0.3
SK	38.4	10.1	2.1	SG	9.5	5.3	1.9
CN	16.4	4.3	0.1	JP	6.6	3.7	0.2
TW	3.6	0.9	0.5	CN	6.0	3.4	0.0
IN	2.7	0.7	0.1	SK	2.6	1.5	0.1
TH	2.1	0.6	0.4	AU	1.2	0.7	0.1
VN	1.0	0.3	0.2	TW	0.6	0.4	0.1
ID	0.3	0.1	0.0	MY	0.1	0.1	0.0
MY	0.2	0.0	0.0	TH	0.0	0.0	0.0
AU	0.1	0.0	0.0	VN	0.0	0.0	0.0
PH	0.0	0.0	0.0	ID	0.0	0.0	0.0
SG	0.0	0.0	0.0	PH	0.0	0.0	0.0
Worst Impact Japan, South Korea are most affected due to their high GDP exposures to auto exports. Some Japanese and Korean companies can mitigate the effects by offshoring and investing into the US.				Worst Impact Singapore and India pharmaceutical sectors are most affected, while the rest of Asia is largely immune.			

Source: Natixis, UNCTAD TRAINS

N.B. Product classification is based on HS system.

Philippines, Thaïlande et Vietnam : excès d'offre sur le marché immobilier résidentiel

Les promoteurs immobiliers aux Philippines, en Thaïlande et au Vietnam font face à une surabondance de logements due à une demande affaiblie, entraînant un ralentissement des nouveaux projets résidentiels. Selon CBRE, la faiblesse de la demande s'explique par des taux d'intérêt élevés, des conditions strictes d'octroi de prêts hypothécaires et un endettement accru des ménages. Aux Philippines, 74 000 unités restent invendues, avec une demande en baisse de 61 % en 2024, tandis que l'offre de nouveaux logements atteindra son niveau le plus bas depuis 2016. En Thaïlande, les ventes de logements ont chuté de plus de 30 % en 2024, incitant certains promoteurs à se diversifier vers la logistique et l'hôtellerie. Au Vietnam, le gouvernement signale une offre excédentaire de logements haut de gamme au détriment du logement abordable, rendant l'accession à la propriété difficile pour les ménages à revenus faibles et intermédiaires. Le Premier ministre Pham Minh Chinh a appelé à des mesures pour stimuler la construction de logements accessibles.

Indonésie

Les agences financières alertent sur les risques fiscaux

Les grandes banques internationales et agences de notation alertent sur les risques fiscaux en Indonésie après les réformes économiques de l'administration Prabowo. Goldman Sachs a revu à la baisse son appréciation de l'attrait des obligations souveraines à long terme à « neutre », invoquant une pression accrue sur l'offre obligataire due entre autres aux réallocations budgétaires et à la création du fonds souverain Danantara, ainsi qu'à un déficit budgétaire qui pourrait être supérieur aux prévisions du gouvernement et atteindre 2,9 % du PIB en 2025. Fitch Ratings maintient la note souveraine à « BBB » avec une perspective stable, tout en soulignant les fragilités budgétaires du pays : un ratio recettes/PIB inférieur à ses pairs, une charge d'intérêts élevée et des incertitudes autour de Danantara. L'abandon de la hausse de la TVA aggrave ces vulnérabilités et pourrait peser sur la note souveraine. Enfin, Goldman Sachs et Morgan Stanley ont revu à la baisse leurs évaluations du marché boursier indonésien, pointant un ralentissement économique et un resserrement de la liquidité bancaire. L'incertitude budgétaire et monétaire renforce la volatilité de la roupie, alimentant les craintes des investisseurs. Ainsi, l'indice JCI (Jakarta Composite Index) a chuté de 6,3 % depuis le début de l'année 2025, tandis que les ventes nettes sur le marché boursier ont atteint 22 340 Md IDR (1,5 Md USD).

Déficit budgétaire de 0,1 % du PIB en février 2025

Le budget de l'État indonésien a enregistré un déficit de 31 200 Md IDR (environ 2 Md USD ou 0,13 % du PIB) en février 2025, après 0,10 % en janvier 2025, alors que les recettes publiques sur les deux premiers mois chutent de 20,8 % en g.a. à 316 900 Md IDR (20 Md USD). Les recettes fiscales, en particulier, s'effondrent de 30,2 % (12

Md IDR), une contre-performance attribuée officiellement aux perturbations du nouveau système Coretax. Toutefois, des analystes soulignent également l'impact du ralentissement de la consommation, comme le reflète la baisse des ventes automobiles et des crédits à la consommation, pesant sur la TVA. Les dépenses publiques pour janvier et février se sont élevées à 348 100 Md IDR (22 Md USD), soit 9,6 % du budget annuel. Par ailleurs, le retard inédit de la publication du rapport budgétaire de janvier 2025 a suscité l'inquiétude des investisseurs. La ministre des Finances a finalement annoncé que sa publication interviendrait dans les prochains jours, invoquant la nécessité de consolider les données après les réallocations budgétaires et les difficultés liées à Coretax.

L'Indonésie souhaite renforcer sa production pétrolière

Le gouvernement indonésien prévoit d'augmenter la production nationale de pétrole et de gaz et de construire de nouvelles raffineries d'une capacité totale d'un million de barils/jour afin de réduire la dépendance aux importations de brut (40 % de ses besoins en 2023), alors que le pays connaît une baisse de sa production qui est passé de 824 000 barils/jour en 2013 à 606 000 en 2023. Le ministère de l'Energie a ainsi annoncé vouloir accélérer l'exploration et l'attribution de nouveaux blocs pétroliers pour soutenir cette ambition sur plusieurs îles, notamment Sumatra, Kalimantan, Java, Sulawesi et Moluques-Papouasie. Ces projets devraient être réalisés par le fonds souverain Danantara pour un total de 40 Md USD d'investissements. Ce dernier semblerait ainsi donner la priorité aux projets pétroliers et gaziers plutôt qu'aux infrastructures d'énergies renouvelables lors de son premier cycle d'investissement. Parmi les priorités figurent aussi la construction d'un terminal de stockage pétrolier à Nipah (îles Riau) et le développement du diméthyléther (DME) à partir du charbon.

Malaisie

Le Président Trump invité à venir en Malaisie pour la présidence malaisienne de l'ASEAN en 2025

Le Premier ministre Anwar Ibrahim a reçu le 11 mars une visite de courtoisie de l'ambassadeur des Etats-Unis en Malaisie. La discussion a porté notamment sur la coopération économique et technologique entre les deux pays ainsi que, dans le cadre de la présidence de l'ASEAN par la Malaisie en 2025, sur le prochain Sommet ASEAN-US prévu pour cette année. Le Premier ministre a également invité le Président Trump à participer au 20ème Sommet Asie de l'Est qui doit se tenir à Kuala Lumpur en fin d'année. Les Etats-Unis sont le 3ème partenaire commercial de la Malaisie et le 3ème investisseur dans le pays avec en 2024 des parts de 11 % dans les échanges de biens malaisiens (71 Md USD, semi-conducteurs principalement) et de 11 % dans le stock d'IDE entrants (23,1 Md USD). La Malaisie est de son côté le 2ème partenaire commercial des US en ASEAN (27,7 Md USD en 2024, soit 0,5 % du total), après Singapour (0,9 %).

Ralentissement de la croissance de la production industrielle en janvier

La production industrielle a augmenté de 2,3 % en g.a. en janvier (après +4,7 % le mois précédent en g.a.) marquant un ralentissement légèrement plus important qu'attendu (consensus à +2,7 %). Elle s'est en effet amoindrie dans l'industrie manufacturière (+3,9 % après +5,9 % en décembre, en g.a.) en lien avec la faible croissance des exportations (+0,3 % en janvier en g.a.). De plus, la production d'électricité a stagné (0 % après +3,6 %, g.a.) et l'extraction de pétrole et de gaz naturel a reculé de 3,1 % (après +0,5 %, en g.a.).

Obligation de cotisation au fonds de pension EPF pour les salariés étrangers

Le projet d'amendement à la loi sur le fonds de pension du secteur privé EPF (« Employment Pension Fund ») introduit l'obligation de cotisation au fonds à hauteur de 2 % du montant de la rémunération mensuelle pour les travailleurs étrangers et leurs employeurs (contre de 11 % à 13 % pour le régime général). Adopté par la Chambre basse du Parlement le 6 mars, le texte doit encore être examiné par le Sénat avant d'être validé par le Roi puis publié au journal officiel. Annoncée par le Premier ministre lors de la présentation du budget pour 2025 en octobre 2024, cette disposition devrait entrer en vigueur au 4ème trimestre. Elle doit permettre, selon le ministre des finances II, de renforcer la capacité du fonds EPF à investir dans l'économie mais aussi de décourager le recrutement d'étrangers, réduire l'emploi de sans-papiers et soutenir le ringgit en diminuant les flux de capitaux liés aux transferts à l'étranger des travailleurs immigrés. L'EPF est plus important investisseur public malaisien. Il gère 273,1 Md USD d'actifs en 2024 (+10 % par rapport à 2023), dont 37 % investis à l'étranger, qui ont généré un montant total de 16,3 Md USD en revenus de placement. Ces bons résultats se sont traduits par un taux de rendement de 6,30 % pour ses 16,07 millions d'adhérents.

Singapour

Singapour alerte sur les effets en cascade des hausses de tarifs douaniers américaines

Le vice-Premier ministre et ministre du commerce et de l'industrie de Singapour, Gan Kim Yong, a mis en garde contre l'impact des mesures tarifaires américaines sur la croissance économique mondiale. Il a souligné que les hausses de droits de douane imposées par les États-Unis à leurs principaux partenaires commerciaux, ainsi que les tensions commerciales qui en découlent, pourraient perturber les chaînes d'approvisionnement et ralentir les flux d'échanges et d'investissements. Singapour, dont l'économie repose sur un commerce ouvert et un port stratégique, surveille de près ces évolutions, à l'instar d'autres nations dépendantes du commerce international. Gan Kim Yong a toutefois réaffirmé son optimisme quant à la croissance de l'Asie, qui pourrait représenter 60 % de l'économie mondiale d'ici 2030, et a appelé à un maintien de

l'ouverture aux échanges via des accords tels que l'ASEAN Trade in Goods Agreement et ses partenariats avec l'Australie, la Chine, l'Inde et la Nouvelle-Zélande.

Renforcement des obligations de reporting climatique pour les entreprises cotées

Une étude publiée par Singapore Exchange Regulation et la National University of Singapore indique que moins de 30 % des entreprises cotées à Singapour respectent l'ensemble des 11 recommandations de la Task Force on Climate-Related Financial Disclosures (TCFD). Parmi les lacunes identifiées, seules 29 % des entreprises déclarent leurs émissions de gaz à effet de serre de Scope 3, couvrant les émissions indirectes des clients et fournisseurs. Pour aligner le reporting des entreprises sur les normes internationales, Singapore Exchange impose à partir de l'exercice 2025 l'adoption des standards de l'International Sustainability Standards Board (ISSB), nécessitant une transparence accrue sur les risques climatiques et les émissions. Les grandes entreprises devront commencer à publier leurs données sur les émissions de Scope 3 dès 2026, tandis qu'aucun calendrier contraignant n'a été fixé pour les PME, qui constituent la majorité des entreprises cotées à Singapour.

Le taux de référence SORA atteint son plus bas niveau depuis fin 2022

Le Singapore Overnight Rate Average (SORA), principal taux de référence des prêts à Singapour, est tombé à 2,08 % le 13 mars, son plus bas niveau depuis décembre 2022. Cette baisse s'explique par un ralentissement du crédit, des flux étrangers vers les dépôts à terme et la résilience du dollar singapourien, qui a surperformé la plupart des devises asiatiques depuis le début de l'année. La décision de la Monetary Authority of Singapore (MAS) d'assouplir sa politique monétaire en janvier, une première depuis 2020, n'a pas entraîné la hausse des taux anticipée par le marché. Parallèlement, le ratio prêts/dépôts des banques locales est passé de 70,5 % fin 2023 à 68,2 % en janvier 2025, contribuant à des conditions de liquidité favorables.

Nomination d'Anji Sinha comme ambassadrice des Etats-Unis à Singapour

Ce mardi, le président des États-Unis Donald Trump a annoncé la nomination de Anji Sinha au poste d'ambassadeur des États-Unis à Singapour. Cette nomination, qui doit encore être confirmée par le Sénat américain, intervient alors que d'autres postes diplomatiques en Asie ont également été pourvus, dont ceux de David Perdue en Chine et George Glass au Japon. Ancien ambassadeur des États-Unis à Singapour, Frank Lavin a salué cette décision, soulignant l'importance des relations bilatérales entre Washington et Singapour. Lors du premier mandat de Donald Trump, le poste d'ambassadeur à Singapour était resté vacant après le retrait de la candidature de K.T. McFarland en 2018.

Vietnam

Le ministre du Commerce et de l'Investissement en visite aux Etats-Unis

Nguyen Hong Dien a atterri à Washington le 12 mars 2025 et doit y rencontrer son homologue américain, Howard Lutnick, ainsi que le US Trade Representative. Parmi les sujets à l'agenda : le renouvellement d'accords de commerce bilatéraux, l'achat d'énergie (selon Reuters, des contrats pourraient être signés à l'occasion de cette visite), et la lutte contre les fausses déclarations d'origine et le contournement des droits de douane américains. En 2024, les Etats-Unis ont enregistré un déficit commercial de 123,5 Mds USD avec le Vietnam (troisième déficit bilatéral). Le Vietnam a déjà donné quelques gages aux Etats-Unis : en octobre 2024, un groupe vietnamien a annoncé un partenariat avec la Trump Organization en vue d'un investissement immobilier de 1,5 Md USD dans le pays ; le Vietnam travaille par ailleurs actuellement à réformer son cadre juridique et réglementaire afin de pouvoir autoriser un investissement de StarLink en vue d'opérer, sans partenaire local, une constellation de satellites en orbite basse depuis le Vietnam.

Le Vietnam élève ses relations avec l'Indonésie et Singapour au niveau de « partenariat stratégique global »

A l'occasion de la visite du Secrétaire général vietnamien en Indonésie (9-11 mars), les dirigeants des deux pays se sont engagés à intensifier leur collaboration dans la défense, la sécurité, l'économie et l'innovation. Ils ont indiqué souhaiter éliminer les barrières commerciales, stimuler les investissements et atteindre 18 Md USD d'échanges bilatéraux en 2028 (16 Mds en 2024 selon les douanes vietnamiennes). Plusieurs accords dans des domaines tels que l'économie numérique, la science et la technologie et l'aquaculture ont également été signés lors de cette occasion. Après sa visite en Indonésie, le secrétaire vietnamien s'est rendu Singapour (11-13 mars), où il a notamment rencontré le Premier ministre singapourien, la communauté d'entreprises singapouriennes et la communauté vietnamienne à Singapour. Les deux dirigeants ont convenu d'élaborer un programme d'action visant à mettre en œuvre leur partenariat stratégique global établi par la même occasion. Les deux pays renforceront également leurs liens économiques, commerciaux et d'investissement, notamment en matière de transformation numérique, d'innovation, d'économie verte et d'énergies renouvelables ainsi que dans les domaines de la défense, de la sécurité. Les deux dirigeants ont assisté à la signature de plusieurs documents de coopération dans des secteurs tels que le commerce de l'énergie éolienne, la transformation numérique et les échanges transfrontaliers de données, l'innovation financière et les câbles sous-marins. Pour rappel, en date de mars 2025, le Vietnam a conclu un « partenariat stratégique global » avec 12 pays.

L'UE et le Vietnam souhaitent renforcer leur coopération économique

Le 2 mars 2025, EuroCham Vietnam et la Délégation de l'Union européenne au Vietnam ont rencontré le Premier ministre vietnamien, Pham Minh Chinh, pour discuter des moyens d'améliorer l'environnement des affaires et les investissements européens au Vietnam. Les échanges ont porté notamment sur la simplification des procédures d'investissement, l'attractivité du Vietnam pour les investisseurs étrangers et la transition énergétique. Le Premier ministre a réaffirmé l'engagement du Vietnam en faveur d'un climat d'investissement stable, en mettant l'accent sur les hautes technologies et les énergies renouvelables. La Délégation de l'Union Européenne a insisté sur la nécessité de règles claires et prévisibles dans le respect des normes internationales ainsi que de leur mise en place par le Vietnam de façon homogène pour renforcer les échanges commerciaux, qui ont déjà atteint 68 Md USD en 2024. EuroCham a proposé des réformes sur la fiscalité, les procédures douanières et la réglementation du travail. Ce dialogue marque une étape clé dans le renforcement des relations économiques Vietnam-UE, à l'occasion du 35^e anniversaire de leur partenariat diplomatique. Cette rencontre s'inscrit dans une série d'échanges menés par le Premier Ministre avec la communauté d'affaires étrangères présente au Vietnam. Depuis fin-février, il a mené une dizaine de tables-rondes avec les entreprises chinoises, japonaises, coréennes et américaines. Toutes ces rencontres ont eu pour objectif d'encourager l'investissement étranger, alors que celui-ci est essentiel pour atteindre l'objectif de 8% de croissance d'ici la fin de l'année. Pour contexte, l'indice PMI (Purchasing Managers' Index) du Vietnam est repassé sous la barre des 50 en décembre dernier, indiquant un optimisme encore très mesuré sur les effets des réformes menées depuis plusieurs mois.

Thaïlande

Expansion de l'aéroport de Suvarnabhumi pour une capacité future de 150 millions de passagers

Airports of Thailand (AoT) prévoit un plan d'expansion de 4,2 Md USD (142 Md THB) pour porter la capacité de l'aéroport de Suvarnabhumi à 150 millions de passagers annuels d'ici 2033. La capacité actuelle est de 65 millions, soit la fréquentation prévue pour 2025. Les travaux incluront une extension Est avec l'objectif d'une livraison en 2028 et 15 millions de passagers supplémentaires par an pour 355 M USD (12 Md THB), puis un terminal Sud prévu pour 2033, qui apporterait une capacité annuelle supplémentaire de 70 millions de passagers pour 3,8 Md USD (130 Md THB). Pour fluidifier les flux passagers face à la saturation actuelle, AoT renforce également les contrôles automatisés. Les conséquences de cette expansion sur le projet phare d'extension de l'aéroport d'U-Tapao, qui fait partie du plan de développement de l'Eastern Economic Corridor (EEC), principale zone industrielle du pays, ne sont pas encore connues. Les ambitions pour U-Tapao devraient toutefois être revues à la baisse.

par rapport à l'objectif actuel de porter sa capacité de 3M de passagers actuellement (mais avec une fréquentation effective de 400 k passagers en 2024) à 60M de passagers à terme et 15M dès 2028. Par ailleurs, le ministère des Transports a récemment annulé son projet de transfert de 28 aéroports régionaux à AoT, préférant les maintenir sous gestion publique pour soutenir l'économie locale et le tourisme. Leur exploitation est en déficit de 2,4 M USD (80 M THB).

Vers un cadre réglementaire pour les satellites en orbite basse

Le ministère de l'Économie et de la Société numériques a mandaté le cabinet thaïlandais Time Consulting pour étudier un cadre réglementaire encadrant l'écosystème des satellites en orbite basse (LEO). Cette étude, attendue pour septembre, analysera les politiques de régulation, la sécurité nationale et la tarification des licences, en tenant compte des normes internationales. La Thaïlande, en phase initiale de développement spatial, s'appuie sur des partenariats internationaux, notamment Thaicom-Globalstar pour les services de sécurité et NT-Eutelsat OneWeb pour l'Internet par satellite. Le marché spatial thaïlandais est estimé à 8,9 Md USD (300 Md THB) d'ici 2032, incitant le gouvernement à structurer ce secteur stratégique. Le groupe CP a, en février, conclu un MoU avec GalaxySpace, acteur chinois du secteur LEO, pour étudier notamment des cas d'usage d'utilisation de constellations Leo en Thaïlande.

Soutien aux PME pour enrayer le ralentissement du marché automobile

Les ventes automobiles en Thaïlande ont chuté de 10 % sur les deux premiers mois de 2025, avec 97 000 unités vendues, dans la continuité de la contraction du marché en 2024. Les principaux constructeurs - Toyota (-3 %), Honda (-20 %), Isuzu (-17 %), BYD (-23 %) et Mitsubishi (-6 %) - sont touchés de façon inégale. La lente reprise économique, l'endettement élevé des ménages et l'accès difficile aux crédits sont en cause, bien que la récente baisse du taux directeur à 2% soit un signal positif pour le marché. Pour relancer la demande, la Thai Credit Guarantee Corporation (TCG) a mis en place un fonds de garantie de 296 M USD (10 Md THB) pour faciliter l'achat de pickups neufs par les PME. Ce programme, démarré en avril, estime pouvoir soutenir 12 500 entreprises, préserver 37 500 emplois et générer des retombées économiques évaluées à 1,2 Md USD (41,3 Md THB). Les professionnels comptent également sur le Bangkok Motor Show 2025 à la fin du mois de mars, très populaire l'an dernier avec 53 000 voitures vendues, auquel 54 constructeurs participent.

Philippines

Le ministère de l'Énergie (DoE) inaugure la quatrième vague du programme d'enchères d'énergie verte, proposant une capacité totale de 10 478 MW

Le DoE lance le quatrième cycle du programme d'enchères d'énergie verte (GEA-4), avec la mise aux enchères de 9 378 MW d'énergies renouvelables (ENR). Cette capacité comprend 3 940 MW de solaire au sol, 48 MW de solaire sur toit, 3 000 MW de solaire flottant et 2 390 MW d'éolien terrestre ainsi que 1 100 MW de solaire additionnel couplé à des systèmes de stockage par batteries (BESS) pour renforcer la stabilité du réseau. Les projets seront répartis entre Luzon (7 523 MW), Visayas (2 143 MW) et Mindanao (812 MW), avec une mise en service attendue entre 2026 et 2029. Ce programme vise à accélérer la transition énergétique des Philippines et à atteindre 35 % d'ENR dans le mix énergétique d'ici 2030. A noter que le cycle précédent (GEA-3) avait attiré 7 500 MW d'offres, et un cycle spécifique aux projets d'éolien offshore sera lancé au troisième trimestre 2025, pour une mise en service prévue en 2028.

La Banque mondiale a approuvé deux projets visant à moderniser les transports et la santé aux Philippines (950 M USD)

La Banque Mondiale a approuvé deux projets aux Philippines, pour un total de 950,5 M USD, visant à renforcer la connectivité des transports et le système de santé, en particulier à Mindanao et dans les provinces à faible capacité. Le premier projet (454,9 M USD) financera la modernisation de 428,2 km de routes reliant Cagayan de Oro, Davao et General Santos, ainsi que 129,86 km de routes locales, afin de réduire les coûts de transport et d'améliorer l'intégration des zones rurales aux marchés urbains. Le second projet (495,6 M USD) vise à renforcer les infrastructures sanitaires, la gouvernance et la résilience climatique du secteur de la santé dans 17 provinces, dont 11 à Mindanao, avec des investissements dans les réseaux de soins, la formation des professionnels de santé et la surveillance épidémiologique.

Les réserves de change des Philippines ont augmenté de 4,6 % sur un an pour atteindre 106,6 Md USD en février 2025

Les réserves de change des Philippines ont atteint 106,6 Md USD fin février, en hausse de +3,3 % sur un mois et de +4,6 % en g.a. Cette progression s'explique principalement par les dépôts en devises du gouvernement auprès de la Banque centrale des Philippines (BSP), issus de l'émission de 3,3 Md USD d'obligations en janvier, ainsi que par la revalorisation des avoirs en or (+2,5 % à 12,5 Md USD), soutenue par la hausse des cours mondiaux (+2,1 %). Les investissements en devises étrangères ont également progressé de 3,4 % en g.a (89,41 Md USD).

Cambodge

GNL, projet risqué pour le Cambodge

Selon l'Institut d'économie de l'énergie et d'analyse financière, un projet de centrale électrique au gaz naturel liquéfié (GNL) serait risqué pour le Cambodge. Dépendant d'importations et de cours mondiaux volatils, ces importations pourraient rehausser le prix de l'électricité. Cela ira à l'encontre des efforts du gouvernement en faveur de la réduction des tarifs. Pour mémoire, le Cambodge a abandonné le projet d'une centrale à charbon de 700 MW en novembre 2023 afin de tenir son objectif de zéro émission nette en 2050. Développé par Royal Group dans la province de Koh Kong, ce projet a été remplacé par une centrale au GNL de 900 MW avec un investissement de 1,35 Md USD. La première phase de 450 MW sera achevée d'ici 2027. Alors que le Cambodge veut recourir au GNL, des sources renouvelables moins coûteuses comme le solaire et l'éolien restent sous-développées. On parle d'un potentiel de 26 GWc pour le seul solaire au Cambodge. En 2024, toutefois, l'énergie solaire ne représente que 6 % de la production d'électricité du Cambodge ; elle devrait atteindre 11 % en 2025.

Graduation avec une baisse de croissance de 1,5 %

La graduation du Cambodge de la catégorie des pays les moins avancés (PMA), prévue pour entrer en vigueur en décembre 2029 pourrait avoir un impact négatif. La Représentante résidente du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) estime que la croissance du PIB perdrait entre 0,5 à 1,5 point ainsi 165 000 pertes d'emplois potentielles. Pour autant, la sortie de la catégorie des PMA montre que des progrès ont été réalisés par le Cambodge. Cette graduation signifiera la perte d'avantages commerciaux pour les exportations sur les marchés américains et européens, ainsi qu'une réduction de la concessionnalité de l'aide publique au développement reçue. Ces pertes pourraient affecter les exportations de produits textiles, agricoles – dont le riz blanc – ou encore les bicyclettes. Sans mesures proactives, ces difficultés pourraient entraver les ambitions de développement à long terme du Cambodge et son bien-être social. Diversifier l'économie, accroître la valeur ajoutée des produits (notamment exportés) et attirer des investissements plus diversifiés seront nécessaires pour le Royaume.

Laos

Une première arbitrale

La société Nam Ou Power, filiale de l'entreprise d'Etat Power Construction Corp. (PowerChina), exploite les 7 barrages situés en cascade sur la rivière Nam Ou, affluent du Mékong. Avec une capacité totale de 1,3 GW, ces barrages ont été mis en service entre 2016 et 2022. Ils ont été, bien souvent, présentés comme un succès de la Belt and Road Initiative, et d'une coopération lao-chinoise exemplaire. Las ! Ce n'est plus tout à fait le cas. Nam Ou Power vient de poursuivre Electricité du Laos (EDL) devant la cour arbitrale de Singapour. Et l'entreprise chinoise réclame à l'électricien national laotien la somme de 555 millions de dollars. Nam Ou Power réclame des impayés depuis 2020, le paiement de somme en devise et non en kip, ainsi que des intérêts et dommages. Cela représente 4 % du PIB laotien. Pour mémoire, la dette d'EDL est d'environ 8 Md USD. C'est donc la première fois qu'une entreprise publique chinoise poursuit une entreprise publique laotienne.

La richesse du manioc

Planté sur 295 000 ha, la production laotienne de manioc était de 7,4 Mt en 2024. Cette production est répartie principalement dans les provinces de Xayaboury, Saravan, Xekong, Champassak, Borikhamxay et Vientiane. Elle a permis des exportations de 2,4 Mt pour des recettes de 440 M USD. Enfin, ce sont 22 usines de transformation qui sont installées au Laos, qui produisent du tapioca. Le gouvernement laotien souhaite développer plus encore cette production et la transformation. Ce message a été rappelé au cours d'un récent séminaire par Saleumxay Kommasith, vice-premier ministre, et par le ministre de l'agriculture et de la forêt. Les autorités souhaitent un accroissement des rendements et de la qualité, une croissance de la production, et plus d'investissements dans le secteur. Elles poussent surtout pour développer la transformation et les exportations.

L'aide chinoise en panne ?

En 2024, la Chine – premier créancier du Royaume – n'a accordé aucun prêt au Cambodge. Pour mémoire, la Chine avait fourni 302 M USD en 2023. En 2024, pourtant, le Cambodge a emprunté pour 1,8 Md USD, dont 61 % fournis par les prêteurs multilatéraux, avec par ordre décroissant la Banque mondiale (632 M USD), la Banque asiatique de développement (389 M USD) et la Banque européenne d'investissement (63 M USD) ; et l'Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB), dont le siège est à Pékin, n'a accordé aucun prêt. Quant aux bailleurs bilatéraux, c'est la Corée qui vient en tête en 2024 (264 M USD), suivie du Japon (238 M USD) et de la France (205 M USD). Pour autant, le Japon demeure globalement le deuxième bailleur du Royaume.

Birmanie

La Suisse ajoute à son tour la Myanma Oil & Gas Enterprise (MOGE) à sa liste de sanctions

Le 10 mars 2025, la Suisse a ajouté à sa liste de sanctions « Myanma Oil & Gas Enterprise (MOGE) », une entreprise publique et l'opérateur pétrolier, le prestataire de services et l'organisme de réglementation du secteur pétrolier et gazier du pays. Le régime militaire a acquis le contrôle et les bénéfices des entreprises publiques, y compris MOGE, génèrent des revenus pour lui. MOGE est déjà sous sanctions de l'Union européenne et des Etats-Unis.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun.

Rédaction : SER de Singapour (Matthys LAMBERT, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr